



Brasília, le 4 novembre 2024.

Ofício nº 031/2024 – SEC

À Son Excellence

Dr. GIACOMO OBERTO

Secrétaire Général de l'Union Internationale des Magistrats (UIM)

Rome, République Italienne

L'UNION INTERNATIONALE DES JUGES DE LANGUE PORTUGAISE (UIJLP), une entité qui regroupe les associations nationales de juges d'ANGOLA, BRÉSIL, CAP-VERT, GUINÉE-BISSAU, MOZAMBIQUE, PORTUGAL, SAO TOMÉ ET PRINCIPE et TIMOR-LESTE, à savoir : l'Association des Juges d'Angola (AJA), l'Association des Magistrats Brésiliens (AMB), l'Association Syndicale des Juges Capverdiens (ASJCV), l'Association Syndicale des Magistrats Guinéens (ASMAGUI), l'Association Mozambicaine des Juges (AMJ), l'Association Syndicale des Juges Portugais (ASJP), l'Association Syndicale des Magistrats Judiciaires Santoméens (ASSIMAJUS) et l'Association des Magistrats Judiciaires du Timor-Leste (AMJTL), envoie par la présente à Votre Excellence la version en langue française, accompagnée de la version originale en langue portugaise, de la Charte de Foz do Iguaçu sur l'utilisation des outils d'intelligence artificielle (IA) dans la Justice, approuvée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'UIJLP tenue à Foz do Iguaçu, Paraná, Brésil, le 1er novembre 2024.

Le document présente des principes sur l'utilisation responsable des outils d'intelligence artificielle (IA) dans la Justice et vise à collaborer avec les systèmes judiciaires des pays dont les associations sont affiliées à l'Union Internationale des Magistrats (UIM).

Cordialement,



Le Secrétaire Exécutif de l'UIJLP
Juge GERALDO DUTRA DE ANDRADE NETO
gdanbr@gmail.com



Lettre de Foz do Iguaçu sur l'utilisation des outils d'IA dans le système judiciaire, approuvée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Foz do Iguaçu, Paraná, Brésil, le 1er novembre 2024.

L'UNION INTERNATIONALE DES JUGES DE LANGUE PORTUGAISE (UIJLP), qui regroupe les **associations nationales des juges d'Angola, du BRÉSIL, du CAP-VERT, de la GUINÉE-BISSAU, du MOZAMBIQUE, du PORTUGAL, de SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE et du TIMOR-LESTE**, déclare les principes suivants concernant l'utilisation des outils d'**intelligence artificielle (IA) dans le système judiciaire**:

1. **Indépendance du judiciaire**: Le judiciaire indépendant est un pilier de l'État de droit démocratique. L'utilisation des technologies d'intelligence artificielle dans le système judiciaire doit être éthique et responsable, garantir l'intermédiation judiciaire, l'indélégalité de la juridiction, la qualité des réponses données aux justiciables et la préservation de la confiance du public dans le travail des juges.
2. **Outil de travail et intermédiation du juge**: La technologie d'intelligence artificielle utilisée dans le système judiciaire est considérée comme un outil de travail, développé et administré par le judiciaire, sans interférence d'organes dépendants d'autres pouvoirs de l'État, et avec la garantie que les textes produits avec des suggestions de décision ou d'ordonnance doivent toujours être révisés et intermédiaires par le juge, qui indiquera le sens de la décision ou de l'ordonnance.
3. **Juridiction et qualité**: Le juge doit être conscient des limitations des technologies d'IA et s'assurer que leur utilisation ne compromet pas les droits des parties à ce que la décision soit le résultat du jugement du juge. Il est essentiel que le juge ne délègue pas sa fonction juridictionnelle à des systèmes automatisés et maintienne toujours l'intermédiation judiciaire et la qualité des réponses données aux justiciables.
4. **Humanisme et confiance**: La décision est toujours celle du juge, qui doit réviser les textes suggérés par les outils d'IA, en se basant sur l'orientation du juge, pour garantir que la justice soit administrée de manière humaine et responsable et pour préserver la confiance publique dans le système judiciaire.
5. **Avantages et utilisation auxiliaire**: L'utilisation des systèmes d'IA dans le système judiciaire peut apporter de nombreux avantages, tels que la rapidité dans l'analyse des processus, la standardisation des procédures et la réduction des erreurs humaines. Cependant, cette technologie doit être utilisée comme un outil auxiliaire et non comme un substitut au jugement humain. Les outils d'IA doivent être utilisés pour soutenir le travail des juges, fournir des suggestions de textes, selon l'indication du juge, pour qu'ils puissent être révisés et analysés.
6. **Conscience des limitations**: Les juges doivent être pleinement conscients des limitations des technologies d'IA, y compris le manque de compréhension



contextuelle, que seul un être humain peut offrir. Les outils d'IA peuvent être programmés pour analyser de grands volumes de données et identifier des modèles, mais ils ne remplacent pas la capacité humaine à interpréter les nuances et les contextes spécifiques de chaque cas. Par conséquent, la révision et l'analyse des textes suggérés par les outils d'IA sont essentielles pour garantir que les décisions judiciaires soient justes et équitables.

7. **Contrôle du juge:** Le juge doit maintenir le contrôle sur le processus décisionnel, utiliser les outils d'IA pour améliorer l'efficacité et la précision, mais sans déléguer sa fonction juridictionnelle à des systèmes automatisés, car la décision finale doit toujours refléter le jugement du juge.
8. **Développement autonome:** Les outils d'intelligence artificielle utilisés dans le système judiciaire doivent être développés et administrés par le pouvoir judiciaire lui-même, de manière autonome et sans interférence, à aucune des phases de développement et d'exécution, d'organes soumis au contrôle d'autres pouvoirs de l'État, pour garantir et assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire et la préservation de son autonomie.
9. **Formation des juges:** La formation continue des juges concernant l'utilisation des outils d'IA est fondamentale. Les juges doivent être formés pour comprendre comment fonctionnent les technologies d'IA, leurs limitations et comment les utiliser de manière efficace et éthique. Cela inclut la participation à des cours, séminaires et autres activités éducatives abordant l'utilisation des outils d'IA dans le système judiciaire, pour promouvoir une culture d'apprentissage et de développement professionnel.
10. **Soutien, sans substitution:** L'utilisation des outils d'intelligence artificielle dans le système judiciaire sert à soutenir, mais jamais à remplacer, le jugement humain. Le juge doit réviser tous les textes suggérés par les outils d'IA, pour garantir que les décisions soient le produit du jugement minutieux du juge, basé sur une analyse attentive des faits, de la Constitution et des lois.

Foz do Iguaçu, 1er novembre 2024.

ASSOCIATION DES JUGES D'ANGOLA – AJA, ASSOCIATION DES MAGISTRATS BRÉSILIENS – AMB, ASSOCIATION SYNDICALE DES JUGES CAPVERDIENS – ASJCV, ASSOCIATION SYNDICALE DES MAGISTRATS GUINÉENS – ASMAGUI, ASSOCIATION MOZAMBICAINE DES JUGES – AMJ, ASSOCIATION SYNDICALE DES JUGES PORTUGAIS – ASJP, ASSOCIATION SYNDICALE DES MAGISTRATS JUDICIAIRES SÃO-TOMÉENS – ASSIMAJUS, ASSOCIATION DES MAGISTRATS JUDICIAIRES DU TIMOR-LESTE - AMJTL



Carta de Foz do Iguaçu sobre o uso de ferramentas de inteligência artificial (IA) na Justiça, aprovada na Assembleia Geral Ordinária realizada em Foz do Iguaçu, Paraná, Brasil, em 1º de novembro de 2024.

A **UNIÃO INTERNACIONAL DE JUÍZES DE LÍNGUA PORTUGUESA (UIJLP)**, entidade que congrega as **associações nacionais dos Juízes de ANGOLA, BRASIL, CABO VERDE, GUINÉ-BISSAU, MOÇAMBIQUE, PORTUGAL, SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE e TIMOR-LESTE**, vem a público declarar os seguintes princípios sobre o uso de ferramentas de **Inteligência Artificial (IA) na Justiça**:

- 1. Independência do Poder Judiciário:** O Judiciário independente é um pilar do Estado Democrático de Direito e a utilização das tecnologias de inteligência artificial no sistema de Justiça deve se dar de maneira ética e responsável, garantir a intermediação judicial, a indelegabilidade da jurisdição, a qualidade da resposta dada aos jurisdicionados e a preservação da confiança da população no trabalho desenvolvido pelos juízes.
- 2. Ferramenta de trabalho e intermediação do juiz:** A tecnologia de inteligência artificial utilizada no sistema de Justiça é considerada uma ferramenta de trabalho, desenvolvida e administrada pelo Judiciário, sem a interferência de quaisquer órgãos dependentes de outros Poderes do Estado, e com a garantia de que os textos produzidos com sugestões de decisão ou despacho sejam sempre revisados e intermediados pelo juiz, que indicará o sentido da decisão ou despacho.
- 3. Jurisdição e qualidade:** O juiz deve estar ciente das limitações das tecnologias de IA e assegurar que seu uso não comprometa os direitos das partes a que a decisão seja o resultado do julgamento do juiz. É fundamental que o juiz não delegue sua função jurisdicional a sistemas automatizados e sempre mantenha a intermediação judicial e a qualidade da resposta dada aos jurisdicionados.
- 4. Humanismo e confiança:** A decisão é sempre do juiz, que deve revisar os textos sugeridos por ferramentas de IA, com base em direcionamento do juiz, para garantir que a Justiça seja administrada de forma humana e responsável e para preservar a confiança pública no sistema judicial.
- 5. Benefícios e uso auxiliar:** A utilização de sistemas de IA na Justiça pode trazer inúmeros benefícios, como a celeridade na análise de processos, a padronização de procedimentos e a redução de erros humanos. No entanto, essa tecnologia deve ser utilizada como uma ferramenta auxiliar e não como um substituto para o julgamento humano. As ferramentas de IA devem ser empregadas para apoiar o



trabalho dos juízes, fornecer sugestões de textos, conforme indicação do juiz, para que possam ser revisados e analisados.

6. **Consciência das limitações:** Os juízes devem estar plenamente conscientes das limitações das tecnologias de IA, incluindo a falta de compreensão contextual, que só um ser humano pode oferecer. As ferramentas de IA podem ser programadas para analisar grandes volumes de dados e identificar padrões, mas não substituem a capacidade humana de interpretar nuances e contextos específicos de cada caso. Portanto, a revisão e análise dos textos sugeridos pelas ferramentas de IA são essenciais para garantir que as decisões judiciais sejam justas e equitativas.
7. **Controle do juiz:** O juiz deve manter o controle sobre o processo decisório, utilizar as ferramentas de IA para melhorar a eficiência e a precisão, mas sem delegar sua função jurisdicional a sistemas automatizados, pois a decisão final deve sempre refletir o julgamento do juiz.
8. **Desenvolvimento autônomo:** As ferramentas de inteligência artificial utilizadas no sistema de Justiça devem ser desenvolvidas e administradas pelo próprio Judiciário, de forma autônoma e sem a interferência, em quaisquer das fases de desenvolvimento e execução, de órgãos sujeitos ao controle de outros Poderes do Estado, para garantir e assegurar a independência do Judiciário e a preservação de sua autonomia.
9. **Capacitação dos juízes:** A formação contínua dos juízes em relação ao uso de ferramentas de IA é fundamental. Os juízes devem ser capacitados para entender como as tecnologias de IA funcionam, suas limitações e como utilizá-las de maneira eficaz e ética. Isso inclui a participação em cursos, seminários e outras atividades educativas que abordem o uso de ferramentas de IA no sistema judicial, para promover uma cultura de aprendizado e desenvolvimento profissional.
10. **Suporte, sem substituição:** O uso das ferramentas de inteligência artificial no sistema judicial serve para apoiar, mas nunca substituir, o julgamento humano. O juiz deve revisar todos os textos sugeridos pelas ferramentas de IA, para garantir que as decisões sejam produto do julgamento criterioso do juiz, calcado em uma análise cuidadosa dos fatos, da Constituição e das leis.

Foz do Iguaçu, 1º de novembro de 2024.

ASSOCIAÇÃO DOS JUÍZES DE ANGOLA – AJA, ASSOCIAÇÃO DOS MAGISTRADOS BRASILEIROS – AMB, ASSOCIAÇÃO SINDICAL DOS JUÍZES CABOVERDIANOS – ASJCV, ASSOCIAÇÃO SINDICAL DOS MAGISTRADOS GUINEENSES – ASMAGUI, ASSOCIAÇÃO MOÇAMBICANA DE JUÍZES – AMJ, ASSOCIAÇÃO SINDICAL DOS JUÍZES PORTUGUESES – ASJP, ASSOCIAÇÃO SINDICAL DOS MAGISTRADOS JUDICIAIS SÃO-TOMENSES – ASSIMAJUS, ASSOCIAÇÃO DE MAGISTRADOS JUDICIAIS DE TIMOR-LESTE - AMJTL